

Monsieur le Président,

Monsieur le ministre,

Mes chers collègues,

Pour nous, le destin de l'Europe, notre destin, n'est pas une affaire de symboles, mais de contenu.

Le problème n'est pas tant de savoir où planter un drapeau, mais ce qu'il dit de ce qu'il représente.

Quel sens symbolique et politique revêt-il pour les peuples européens ?

Nous croyons dans la force des symboles dès lors que ceux-ci portent une réalité commune comme c'est le cas pour :

- notre hymne, la **Marseillaise**,
- notre effigie « **Marianne** ».
- et notre devise « **liberté, égalité, fraternité** » qui nous rappelle constamment que **sans égalité ni fraternité, il n'y a pas de liberté généralisée possible**.

Ces symboles, auxquels on peut ajouter le drapeau tricolore, place notre régime républicain dans le **sillon de la Révolution de 1789**.

Nous, députés communistes, **assumons pleinement cet héritage** politique et sommes fiers de ces symboles, qui sont la métaphore

- de **notre identité commune** dans la ligne des idéaux révolutionnaires,
- et de **notre projet politique** fondé sur la République et la démocratie.

L'identité et le projet politique. Voilà ce que les symboles sous-tendent. Et voilà le **véritable débat qui s'ouvre**.

Nous nous sentons européens et nous n'avons pas de leçon d'Europe à recevoir, surtout lorsqu'elle a la faiblesse de vouloir s'enseigner à partir d'un drapeau.

Nous sommes les enfants d'une famille politique qui s'est opposée aux deux Guerres Mondiales qui ont saigné à blanc les peuples et les nations du continent, pendant que les barons de l'argent ont prospéré.

Nous sommes d'une famille qui n'ont cessé de construire des ponts entre les **cultures**, les **savoirs**, les peuples et les nations.

Une famille qui considère qu'en raison de son histoire, de sa culture, de ses valeurs, mais aussi de l'intérêt de ses populations, l'Europe sera sociale ou ne sera pas.

Nous sommes d'une famille qui considère que l'idée d'Europe doit et devra perdurer, **mais pas sous le joug des intérêts privés.**

Le problème de l'Europe porte donc bien sur son projet politique.

Pour emprunter cette formule à un célèbre dialogue prémonitoire d'Audiard, déclamé ici même à cette tribune :

« Je ne vous demanderais pas d'oublier ce que vous êtes, en repoussant cette Europe des Maîtres de forges et des compagnies pétrolières, cette Europe de la fortune contre celle du travail, de l'industrie lourde contre celle de la paix. Je me contenterais de vous exposer en quoi, le cap que vous suivez se situe à contre-courant de l'intérêt des populations. »

Des siècles d'une histoire mouvementée, souvent dramatique quelque fois exaltante, a forgé des nations à partir de la volonté des peuples présents sur ce même continent. Tous se sont sentis européens et tous ont exprimé une pensée européenne.

Pourtant et malgré de nombreuses tentatives funestes, ce ne sont ni les rois, ni les empereurs qui sont parvenus à jeter les bases d'une Europe politique. Ce sont les peuples.

L'Europe est démocratique. Tous ses États sont démocratiques parce que ses nations ont conquis la démocratie.

Le drapeau de l'Union symbolise donc **à la fois** l'identité européenne, que nous embrassons, et son projet politique, c'est-à-dire celui d'une Europe néolibérale et technocratique **qui s'apparente plus à une « Union des Marchés européens »** qu'à celle des peuples.

Cette Europe des marchés, nous la rejetons. C'est une Europe dont les peuples se sont détachés parce qu'elle s'est détachée d'eux.

Pourtant, que **l'idée d'Europe est belle !**

Cette position,

notre position,

elle s'est déjà exprimée avec force lors du **référendum de 2005** sur la Constitution européenne.

Un texte qui consacrait ces fameux symboles de l'Union en leur donnant un sens que le peuple français a rejeté.

En votant « non » à près de 55 %, les Français sont allés contre les intérêts de quelques-uns.

Il a donc fallu rétablir les choses et c'est le couple Merkel-Sarkozy qui a repris les principes et règles de la Constitution européenne **pour l'insérer dans le traité de Lisbonne** aujourd'hui en vigueur.

À la suite de la crise de 2008, où l'Union Européenne a laissé les peuples exsangues financièrement, les Européens ont assisté à **la crucifixion du peuple grec** pour lui apprendre à défier l'Europe.

Mais tout le monde n'est pas perdant dans cette affaire : **la Banque Centrale Européenne a empoché cette année 7,8 milliards d'euros grâce aux bons du trésor grec** qu'elle détient depuis 2012.

Car nous restons convaincus que ce n'est pas en buvant **la potion néolibérale jusqu'à la lie** que nous sauverons l'Union et encore moins que nous serons sauvés du péril nationaliste et xénophobe qui peut s'exprimer ici et ailleurs.

Il est hors de question de repenser la construction européenne sur la peur de l'Autre.

Le **nationalisme est une impasse mortifère** pour les peuples européens et se fait toujours le **brutal allié du libéralisme décomplexé** dès qu'il arrive au pouvoir.

Aujourd'hui les peuples d'Europe attendent **des actes de solidarité**, au regard des difficultés économiques et sociales auxquelles ils sont confrontés.

Si l'Union d'aujourd'hui avait une devise, elle serait « austérité, compétitivité, précarité ».

Suggérons-lui « protection, paix, justice et solidarité », car l'Europe ne pourra se faire sans faire passer l'humain d'abord.

Nous, députés communistes, nous croyons dans une **refondation de l'Europe qui serait consacrée par un véritable « Traité social européen »** porteur des valeurs de **justice**, de **liberté** et **d'égalité**, sur lesquelles reposeraient des **normes protectrices** pour les travailleurs, les jeunes, les plus âgés, les handicapés, etc.

Les solutions, nous les portons depuis longtemps...

- 1) Premièrement, il s'agit de détruire ce dogme néolibéral qu'est le traité sur la stabilité comme nous l'avions proposé en déposant conjointement avec Die Linke au Bundestag une proposition de résolution Européenne dès 2011.

Les règles d'or des 3% de déficit et de limiter la dette publique par État à 60% du PIB

- **musèlent toute politique de relance progressiste,**
 - et musèlent tout espoir pour les peuples de reprendre la part de leur richesse.
- 2) **La lutte contre l'évasion fiscale constituera la clef de voute** de ce projet, puisqu'elle permettra aux États européens de retrouver une certaine vigueur financière.

Près de 1000 milliards d'euros évaporés par an en Europe !

Qu'elle soit légale ou illégale, c'est un fléau.

Commenter laisser filer tout cet argent avec autant de flegme que ne le fait M. Junker ?!

- 3) Un traité européen ambitieux permettrait à la Banque centrale européenne de **renégocier les dettes souveraines**, et de relancer l'investissement.
- 4) Le quatrième acte pour une nouvelle Europe, serait de mettre fin aux traités commerciaux négociés dans le plus grand secret comme le CETA et qui sacrifient les peuples et la planète sur l'autel du profit des multinationales.

Même la commission sur le CETA mise en place par le gouvernement n'a pas pu faire autrement que de critiquer cet accord dont les retombées économiques seront **dérisoires**, à tel point qu'il aura fallu un plan d'action du gouvernement pour le mettre en œuvre.

Si nous ne laissons pas le peuple s'exprimer sur cette question, il sera alors de notre responsabilité de rejeter cet accord.

- 5) La **directive sur les travailleurs détachés** devra aussi être revue de fond **en comble** pour que ce ne soit plus l'instrument du dumping social favori des entreprises européennes.

J'étais parmi les premiers à le dire ici dès 2009.

- 6) Une fois ces traités détricotés, le chantier suivant consistera à créer ensemble une **harmonisation par le haut des conditions de travail des salariés et une protection sociale et environnementale de la plus haute exigence pour tous**.

- 7) Inspirons-nous des joyaux français pour redonner du souffle à ce projet :
 - la retraite par répartition
 - la sécurité sociale
 - l'expression des cultures

L'UE peut prendre des décisions progressistes : **aucune entreprise multinationale ne peut se passer de son marché intérieur**.

Tout le monde sera obligé de s'aligner sur les normes qu'elle aura édictées.

- 8) Enfin, pour pérenniser le projet européen, c'est sa place sur la scène **internationale et diplomatique** qu'il faudra raffermir.

Cela fait trop longtemps que l'Union Européenne est **invisible et faible** sur cette question.

L'Union n'est pas au service de la paix : elle reste bloquée dans les interminables tergiversations franco-allemandes.

La gestion de la crise des migrants en est le terrible exemple. En les rejetant en Méditerranée et en Lybie où ils sont parfois vendus en esclavage et souvent maltraités, **l'Union européenne a montré un visage inhumain dont personne ne peut être fier ici.**

L'Union européenne doit aussi être à la pointe de la lutte contre les inégalités internationales.

Pour cela, elle devrait être le plus puissant allié de l'ONU et en respecter chaque résolution.

À commencer par la pleine reconnaissance de l'État palestinien, le référendum au Sahara Occidental, et les résolutions sur les Comores.

Quand les uns disent « Europe de la défense », je veux leur répondre « **Europe de la diplomatie et de la Paix** » !

Nous, députés communistes, nous nous engageons à répondre à cette volonté populaire parce que nous préférons convaincre plutôt qu'imposer.

C'est pourquoi **nous voterons contre cette proposition de résolution** faite par calculs politiques.

Que pour les peuples et les citoyens d'Europe, l'hymne à la joie devienne **véritablement** l'hymne de la joie dans la construction européenne, et dès lors le drapeau de l'Union pourra flotter avec fierté sur les façades de nos mairies.